

n° 51, octobre 2005

Aménagement Urbain

Urbanité.

Faces, n° 59, 07/2005, p. 1-37

L'urbanité a-t-elle accompagné l'urbanisation ? A travers des articles sur Times Square et l'urbanité dans les flux, sur l'urbanitaire (défini comme l'état d'urgence civil dans lequel l'ensemble des savoir-faire sont convoqués pour améliorer l'organisation de l'espace urbain traumatisé ou précarisé), sur la ville à table (le développement de formes diverses de repas hors du domicile), les espaces délaissés, la participation des habitants..., ce dossier analyse les différentes formes actuelles de cette «urbanité». Réf : 13465

Le tramway de Paris.

Urbanisme, n° 344, 10/2005, p. 18-25

Antoine Grumbach, l'architecte chargé de la réalisation du premier tronçon, et Denis Baupin, adjoint au maire de Paris, font le point sur l'état du chantier du tramway parisien. Réf : 13456

La ville marketing.

Urbanisme, n° 344, 10/2005, p. 44-74

On constate une contradiction croissante entre deux types de marketing : le premier à destination des décideurs économiques qui a pour objectif d'inciter à des implantations ou à des développements d'activités, le second à destination des habitants visant à convaincre ceux-ci de la qualité des services urbains locaux. Ces deux marketings ne convergent pas spontanément, car les habitants n'aspirent pas d'emblée au «développement», mais plutôt à l'amélioration constante de leur cadre de vie. Réf : 13455



Montpellier, coeur d'agglomération.

Urbanisme, n° HS 26, 09/2005, 50 p.

Bilan, dressé par la revue Urbanisme et avec la participation de nombreux acteurs locaux, de la démarche montpelliéraine qui, depuis une dizaine d'années, a entraîné d'importantes mutations dans la ville et dans l'agglomération. Les documents de planification (SCOT, PLU, ...) aussi bien que les projets urbains ou le tramway sont présentés, expliqués et illustrés de cartes et photos. Réf : 13454

Périgueux, le patrimoine en regard.

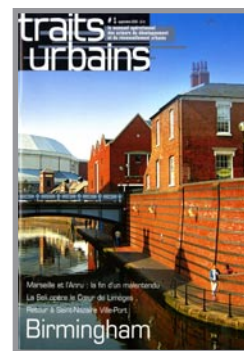
Le Festin, n° 55, 09/2005, p. 48-55

Avec son projet urbain fixé à l'horizon 2010, Périgueux ambitionne de retrouver un rôle de pivot au sein de l'agglomération périgourdine et du département. De la «ville musée» à la «ville ouverte», le nouvel aménagement s'appuie sur l'humain pour accorder l'héritage ancien aux usages de demain. Etat des lieux à mi-parcours. Réf : 13404

Birmingham : histoire d'une renaissance.

Traits urbains, n° 1, 09/2005, p. 14-26

Le prix d'excellence de la régénération du Urban Land Institute, décerné pour la première fois à une ville dans son ensemble, a été attribué en 2004 à Birmingham. Cette cité a su «redécouvrir les facteurs qui avaient fait d'elle une grande ville durant le XIX^e et le début du XX^e siècle». Histoire et bilan de cette transformation. Réf : 13390



Ebenezer Howard et la cité-jardin.

Urbanisme, n° 343, 07/2005, p. 80-85

Même si des lotissements pavillonnaires, des quartiers résidentiels, des îlots urbains associent de plus en plus fréquemment au bâti une riche végétation, on ne construit plus de "cités-jardins". Pourtant, à un moment donné de l'histoire des villes modernes, les partisans de la "cité-jardin" ont cru convaincre les citadins par l'originalité de leur projet : rompre avec la ville tentaculaire, asphyxiante et stressante tout en refusant le bourg rural ensommeillé et avare de progrès de toutes sortes. Ebenezer Howard (1850-1928), théoricien et praticien de la "cité-jardin", oeuvre pour que les hommes inventent une ville de l'après-ville, une "cité sociale" en quelque sorte. Réf : 13409

Territoire, contrôle et enclosures. Conférence à Pretoria, mars 2005.

Urbanisme, n° 343, 07/2005, p. 86-90

Compte-rendu de la conférence de Pretoria dont l'objectif était de mettre l'accent sur le contrôle social des territoires urbains et les processus de séparation spatiale et d'étudier ces phénomènes dans l'une des régions du monde où ils sont le plus saillants. La priorité était donnée au développement urbain actuel en Afrique du Sud. De nombreuses contributions ont porté sur les liens entre (in)sécurité, contrôle territorial et développement urbain et sur l'analyse des nouvelles formes de gouvernance urbaine visant la création de sécurité (partenariats de sécurité entre les secteurs public et privé, recours aux services de sécurité privée ou même aux associations à but non lucratif pour maintenir l'ordre). Réf : 13408

Projet urbain et diversité culturelle. L'expérience des ateliers Bangkok - Melbourne - Bordeaux.

Urbanisme, n° 343, 07/2005, p. 21-23

Depuis six ans, l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux a développé une pratique d'ateliers intensifs avec la faculté d'architecture de l'université Kasetsart à Bangkok, visant à croiser les regards et les approches du territoire et de la ville par des étudiants des deux pays. En 2002, la faculté d'architecture de l'université de Melbourne s'est jointe à cette expérience, donnant naissance à un programme commun de recherche sur la pédagogie du projet urbain intitulé BMB (Bangkok-Melbourne-Bordeaux). Réf : 13406

Gens du voyage. Mini-dossier.

Diagonal, n° 169, 06/2005, p. 15-24

Cinq articles constituent ce dossier : ils font le point sur la mise en oeuvre des schémas départementaux, cinq ans après la loi du 5 juillet 2000, et mettent l'accent sur la gestion des aires d'accueil et sur l'éventail de plus en plus large des opérateurs, issus du monde associatif, des milieux de l'habitat ou encore de la gestion des campings. Réf : 13439

Architecture

«L'architecture doit contribuer à créer un monde meilleur.»

Le Moniteur des tp, n° 5317, 21/10/2005, p. 58-61

Interview de Françoise-Hélène Jourda, architecte, qui délivre sa conception du rôle et des missions de l'architecte. Elle s'exprime notamment sur son engagement au service du développement durable, le devenir des villes, le renouvellement urbain. Réf : 13464

Végétalisation des façades et toitures. Les habits verts de l'architecture.

Le Moniteur des tp, n° 5315, 07/10/2005, p. 58-62

Dans le droit fil de la démarche Haute Qualité Environnementale, les techniques de végétalisation des façades et des toitures de bâtiments commencent à être connues en France. Des exemples de réalisation sur le territoire national sont présentés. Réf : 13426

Bordeaux, Art nouveau.

Le Festin, n° 55, 09/2005, p. 30-37

Parcours bordelais à travers la modernité 1900. Réf : 13403

Stéphane Beel.

El croquis, n° 125, 04/2005, 169 p.

Biographie, entretien et réalisations de 1989 à 2005 de l'architecte flamand Stéphane Beel. Réf : 13349



Economie

Une importante activité agri-alimentaire dans les bassins de vie aquitains.

INSEE Aquitaine, n° 146, 09/2005, 4 p.

«En Aquitaine, 107 bassins de vie animés par un pôle de moins de 30 000 habitants structurent l'espace rural. Les bassins à l'écart des principaux centres urbains sont souvent autonomes du point de vue de l'accès aux emplois et aux équipements. Ceux situés en périphérie des grandes villes sont au contraire plus dépendants. Comme au niveau national, l'économie résidentielle concentre la moitié des emplois au sein de ces territoires. Toutefois, une vingtaine de bassins sont tournés vers l'agri-alimentaire et dix-sept ont une dominante industrielle.» Réf : 13457

Analyse économique des disparités écologiques spatiales : une étude à partir des départements français.

Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n° 3/2005, 07/2005, p. 331-354

Dans cet article, l'auteur se propose d'envisager une analyse économique des disparités environnementales en utilisant des données relatives aux départements français (données EIDER et de l'IFEN). Réf : 13251

Emploi

Les architectes passent dans le public.

Le Moniteur des tp, n° 5317, 21/10/2005, p. 112-114

La fonction publique territoriale fait appel à des architectes, soit comme contractuels, soit comme fonctionnaires. Ils y exercent des fonctions de maîtrise d'oeuvre ou de maîtrise d'ouvrage au service des projets publics. Réf : 13461

Les contrats aidés.

ASH, n° suppl. 2424, 07/10/2005, 161 p.

Après un rappel sur l'évolution des contrats aidés, ce supplément d'ASH présente en détail les contrats aidés existants : contrat initiative-emploi, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat insertion-revenu minimum d'activité, contrat jeune en entreprise, contrat d'insertion dans la vie sociale, contrat de professionnalisation, apprentissage. Les autres aides à l'emploi sont également traitées : allègements de cotisations patronales, aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise, aide aux structures d'insertion par l'activité économique. Réf : 13419

Les agents de l'Etat au 31 décembre 2003.

INSEE Première, n° 1034, 07/2005, 4 p.

«Fin 2003, la Fonction publique de l'État au sens strict compte 2,61 millions d'agents. Elle regroupe les ministères civils, le ministère de la Défense et les établissements publics administratifs nationaux ou d'enseignement. Si on inclut les caisses nationales de sécurité sociale, La Poste, les établissements publics industriels et commerciaux, les groupements nationaux d'intérêt public et l'enseignement privé sous contrat, la Fonction publique d'État au sens large emploie 3,13 millions de personnes.» Réf : 13239



Environnement

Quatre architectures écologiques.

Le Moniteur des tp, n° 5317, 21/10/2005, p. 38-43

Quatre exemples de réalisations HQE (haute qualité environnementale) : extension économe en eau d'une mairie aux Mureaux, logements étudiants sains et exemplaires à Rosières-près-Troyes, lycée du BTP à Blanquefort, réhabilitation d'un bâtiment intégrant des capteurs thermiques à Châlons-en-Champagne. Après les années d'expérimentation, la démarche HQE se structure et débouche aujourd'hui sur des réalisations certifiées. Réf : 13469

Energie.

Faces, n° 60, 10/2005, p. 2-60

L'espace thermique dans l'architecture, de l'architecture à l'environnement, l'architecture des centrales électriques, l'adaptation de la fenêtre aux contraintes énergétiques, l'éclairage et la climatisation, la ville comme écosystème, les éoliennes dans le paysage sont les approches traitées dans ce dossier énergie. Réf : 13467

Jardins.

Urbanisme, n° 343, 07/2005, p. 33-71

Du fleurissement de la France à la création de jardins sur l'eau ou au bord de l'eau, les diverses contributions reviennent sur la création des jardins publics en Allemagne et leur succès aujourd'hui, sur la réalisation des jardins partagés à Paris, sur le métier d'agent chargé de la surveillance des jardins publics, sur les jardins improvisés pour améliorer le cadre de vie des villes, sur la réalisation d'un petit jardin à Paris. Elles abordent aussi les tendances à l'oeuvre chez les concepteurs et les utilisateurs des jardins, la question du jardin en tant que mythe et les jardins de vie et de rêve de certains professionnels. Réf : 13407

Bordeaux. Une nouvelle structure paysagère pour la ville.

Le Moniteur des tp, n° 5314, 30/09/2005, p. 58-61

La charte paysagère de Bordeaux est un pari ambitieux qui vise à doter la ville d'une identité propre. «Il s'agit à terme de fabriquer une structure paysagère plutôt que d'ajouter des espaces publics comme on a pu le faire dans les années 1990 dans certaines villes». Cette charte a été élaborée par le paysagiste Michel Desvignes. Elle succède à un précédent plan vert, volet paysager du projet urbain lié au tramway. Services techniques et élus sont associés au processus de projet, le problème de ce type de charte résidant souvent dans son application sur une assez longue durée. Des «espaces prototypes» ont déjà été réalisés : le réaménagement du square Vinet et l'entrée sud du parc floral. L'article expose également les projets de plantations sur Bordeaux-Nord et les propositions de traitement des parkings. Une carte de synthèse récapitule la structure végétale de Bordeaux. Réf : 13360

Les risques majeurs en Ile-de-France, aménager pour prévenir.

Cahiers de l'aurif, n° 142, 08/2005, 220 p.

Ce deuxième numéro consacré aux risques majeurs en Ile-de-France montre l'importance de l'aménagement dans la prévention de ces risques. Une première partie est consacrée au PPR et leur rôle de prévention, de limitation des conséquences des catastrophes naturelles et de concertation au service des projets d'aménagement en Ile-de-France. La seconde partie rend compte de réflexions en cours en Île-de-France et dans les agglomérations de Mulhouse et Marseille. Enfin, la diversité des échelles d'actions dans la prise en compte des risques est illustrée par des exemples dans différentes régions. Réf : 13245



Habitat

Application des dispositions de prévention des expulsions de la loi de programmation pour la cohésion sociale. Circulaire UHC-FB4/DH2 n° 2005-44 UHC/DH2 du 13 juillet 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5315, 07/10/2005, p. 414-417

Cette circulaire a pour objet de commenter les dispositions essentielles de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 et de son décret d'application n° 2005-588 du 27 mai 2005 sur le point du maintien des aides personnelles au logement dans un objectif de prévention des expulsions. Elle modifie et complète les circulaires n° 92-77 du 21 octobre 1992 et n° 95-51 du 31 juillet 1995 relatives à la section départementale des aides publiques au logement. Elle complète également la circulaire interministérielle du 11 mai 2005 relative à la prévention des expulsions. Réf : 13429

Résidentialisation : pour mieux vivre ensemble.

Habitat et société, n° 39, 09/2005, p. 48-57

La résidentialisation est avant tout une démarche qui aide à clarifier les différents espaces, publics comme privés et à redonner aux habitants le sentiment d'être chez eux. Un outil complémentaire pour les organismes, notamment dans les projets Anru. Réf : 13389

Le financement du logement social : état des lieux.

Habitat et société, n° 39, 09/2005, p. 4-27

«Les évolutions actuelles conduisent à s'interroger sur les formes de l'intervention publique dans le financement du logement et à reposer la question désormais classique de l'équilibre entre aides à la pierre et aides à la personne. Ce dossier met à plat l'évolution des aides publiques avec leurs avantages respectifs, les principaux dispositifs de financement en locatif et en accession à la propriété ainsi que l'effort financier des locataires. Il est complété par un éclairage européen sur l'enjeu du logement social au sein des services d'intérêt général.» Réf : 13388



Juridique

POS/PLU. Pas d'autorisation si le document d'urbanisme est illégal.

Le Moniteur des tp, n° 5317, 21/10/2005, p. 106-107

«En cas d'annulation contentieuse d'un plan d'occupation des sols (POS) ou d'un plan local d'urbanisme (PLU), sur quel document le maire devra-t-il se fonder pour délivrer les autorisations d'urbanisme ? Le Conseil d'Etat a désormais une position bien arrêtée pour éviter les annulations en cascade.» Réf : 13466

Création d'un Comité interministériel et d'un délégué interministériel pour le développement de l'offre de logements. Décret n° 2005-1243 du 29 septembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5315, 07/10/2005, p. 413

Ce comité fixe les orientations de la politique gouvernementale en matière de développement de l'offre de logements. Il traite des différents aspects de cette politique et en particulier de la politique de mobilisation de la ressource foncière. Réf : 13462

Plan de mobilisation des terrains publics à des fins de production de logements. Circulaires 5104/SG et 5106/SG du 30 septembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5316, 14/10/2005, p. 426-427

Ces deux circulaires émanant du Premier ministre demandent aux ministres et aux préfets de dresser l'inventaire de tous les terrains publics, y compris ceux des établissements publics sous leur tutelle, avant le 1er décembre 2005 afin de garantir la mise en chantier de 20 000 logements dans les trois ans. Réf : 13434

Espaces remarquables du littoral. Circulaire n° 2005-57 UHC/PS1 du 15 septembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5316, 14/10/2005, p. 422-424

Cette circulaire précise les modalités d'application du décret 2004-310 du 29 mars 2004 relatif aux aménagements autorisés dans les espaces remarquables du littoral. Réf : 13433

Documents d'urbanisme (1). L'évaluation environnementale renforcée.

Le Moniteur des tp, n° 5314, 30/09/2005, p. 84-86

Deux décrets du 27 mai 2005 achèvent la transposition de la directive du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Ces décrets précisent les documents de planification et de programmation qui devront désormais faire l'objet d'une évaluation environnementale. L'article présente ces documents sous le jour de la nouvelle législation. Réf : 13361

Documents d'urbanisme (2). Evaluation environnementale : les nouvelles obligations.

Le Moniteur des tp, n° 5315, 07/10/2005, p. 102-103

Dans le cadre des nouvelles règles d'évaluation environnementale, consécutives aux deux décrets du 27 mai 2005, deuxième et dernier volet étudiant les nouvelles obligations qui en découlent. Réf : 13431

Entretien avec Albert Mahé, président de la Fédération des SEM : «Nous n'avons pas peur de la concurrence».

Le Moniteur des tp, n° 5315, 07/10/2005, p. 16-19

A l'occasion du 39ème congrès de la Fédération des SEM, interview de son président, Albert Mahé, qui s'exprime sur le rôle et le positionnement des SEM. Des exemples illustrent cet entretien : réalisations à Roubaix, Sainte-Maxime, Montpellier, Clermont-Ferrand. Réf : 13428

Contrats de partenariat. Décret n° 2005-953 du 9 août 2005 portant modification du décret n° 2004-1145 du 27 octobre 2004.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5314, 30/09/2005, p. 420

«Ce décret insère un nouvel article au décret du 27 octobre 2004, et détaille la procédure de passation des contrats de partenariat, créés par l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004. Cette procédure ressemble à celle de l'appel d'offre restreint : sélection des candidatures dans un premier temps, puis envoi d'une lettre de consultation aux candidats retenus. Ceux-ci transmettent leur offre dans le délai mentionné dans la lettre de consultation.» Réf : 13363

Méthode

Représenter les projets de territoires. Dossier.

Diagonal, n° 169, 06/2005, p. 32-59

Urbanistes, cartographes, géomaticiens - et leurs productions - sont convoqués dans ce dossier pour analyser, expliquer, illustrer les difficultés auxquelles se heurte la représentation graphique des projets d'aménagement, sans oublier la communication qui s'inscrit légitimement dans le cadre démocratique d'une procédure de concertation. Réf : 13440



Planification-aménagement

Création du comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires. Décret n° 2005-1270 du 12 octobre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5317, 21/10/2005, p. 436.

Réf : 13468

Scot, pour contrer l'hégémonie des grandes villes-centres.

Traits urbains, n° 1, 09/2005, p. 39-42

Cinq ans après leur création par la loi SRU, près de 220 schémas de cohérence territoriale ont été lancés. Autour des grandes villes, c'est souvent la crainte d'une volonté hégémonique de celles-ci qui s'y exprime. Comme à Toulouse et Bordeaux. A Toulouse où une majorité de communes rurales gravitent autour de la métropole, les acteurs locaux anticipent le risque. A Bordeaux, l'heure de la révision a sonné et avec elle la question sensible de l'articulation avec les Scot «défensifs», plusieurs villes et territoires souhaitant s'affirmer face à la Communauté urbaine. Interviews de Marie Récalde, directrice du Sysdau de l'agglomération bordelaise, et de Francis Cuillier, directeur de l'agence d'urbanisme. Réf : 13391

Comment concilier débat public et décision rationnelle ? Vers une méthode d'évaluation démocratique.

Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n° 3/2005, 07/2005, p. 355-372

Les conflits qui éclatent autour de la réalisation de projets publics d'infrastructures soulignent combien il est difficile d'adapter les outils d'évaluation et d'aide à la décision à l'évolution du contexte décisionnel. L'auteur montre, à partir d'exemples de grands projets d'infrastructures de transport en France, la difficile adéquation entre les objectifs affichés et les pratiques de l'évaluation et l'aide à la décision. Il met en évidence les raisons qui expliquent le retard des dispositifs et des méthodes par rapport à l'évolution contextuelle et aux buts affichés de l'évaluation. Il montre en particulier les limites intrinsèques des outils d'évaluation à organiser le débat public et propose une méthode d'évaluation procédurale de type démocratique qui permette de concilier, au sein d'un même modèle, débat public et décision rationnelle. Réf : 13253

Ressources-nuisances

Val de Saône. Etendre les champs d'expansion des crues.

Le Moniteur des tp, n° 5315, 07/10/2005, p. 54-57

Dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (Papi) du Val de Saône signé en 2004, Châlon-sur-Saône a aménagé un nouveau champ d'expansion des crues, illustrant ainsi une nouvelle approche en matière de prévention des inondations. Illustration du dispositif mis en place. Réf : 13427

Transport

Toulouse : Tisséo à la croisée des chemins.

Transport public, n° 1051, 10/2005, p. 14-22

Une deuxième ligne de métro en 2007 et une ligne de tramway en 2009 deux projets majeurs qui conforteront le développement des transports publics toulousains. Réf : 13459



Le boom des micromobilités.

Ville & Transports, n° 385, 12/10/2005, p. 39-54

Transport à la demande, location de vélo, plan de déplacement d'entreprise l'offre de transport ne cesse de se segmenter. Une multiplication des innovations qui montre que l'alternative à la voiture individuelle passe aussi par des solutions très spécifiques. Réf : 13423

Le centre de documentation est ouvert du mardi au jeudi de 9h à 12h et 14h à 17h.

Consultation sur place, possibilité de prêt interbibliothèque.

Pour toute information complémentaire : documentation@aurba.org

contacts : Annie Berthelot ~ tél. : 05 56 99 86 39
Christine Le Vagueresse ~ tél. : 05 57 57 72 57
accueil : Régine Valère ~ tél. : 05 56 99 86 33